

Faculté des sciences juridiques et politiques

Département de science politique

Sociologie politique, Licence 2

Travaux dirigés 2021/2022

Thème 1 : Le pouvoir : qui gouverne l'Etat au Cameroun

L'étudiant s'intéressera à configuration manifestement élitiste du pouvoir au sein de l'Etat camerounais à partir d'exemples précis. Il questionnera aussi les insuffisances et les facteurs des insuffisances remarquées dans le fonctionnement de cet Etat.

D'une relation de pouvoir à l'autre

L'étude des processus politiques montre bien pourtant que le pouvoir est formé en systèmes dont les éléments interagissent. Des communications entraînent d'autres communications, des décisions s'ajustent à d'autres décisions.

Soit les processus électoraux. Une relation de pouvoir donnée, d'un parti à un électeur ou à un ensemble d'électeurs, n'a guère de sens si on néglige de voir que les positions de ce parti ont été influencées par ce qu'il a appris des électeurs au moyen de sondages, par les positions des autres partis, lesquels ont eux-mêmes ajusté leurs positions à celles du parti en cause. Il en est de même des électeurs. Ils auront été influencés, préalablement aux élections, par ce que les partis auront fait ou n'auront pas fait, par d'autres électeurs autour d'eux, par les positions des groupes auxquels ils appartiennent ou auxquels ils se réfèrent. Et puis, le suffrage accordé par les électeurs à un parti décide des sièges qu'il aura ou n'aura pas, de son statut de parti de gouvernement ou d'opposition, de ce qu'il fera ou ne fera pas par la suite.

Les processus de réalisation des politiques montrent, eux aussi, qu'une relation de pouvoir donnée a peu de sens si elle est définie en elle-même, abstraction faite de son contexte, fait d'autres relations de pouvoir. Par exemple, un organisme administratif chargé

Les processus de réalisation des politiques montrent, eux aussi, qu'une relation de **pouvoir** donnée a peu de sens si elle est définie en elle-même, abstraction faite de son contexte, fait d'autres relations de **pouvoir**. Par exemple, un organisme administratif chargé de l'application d'une politique n'arrive pas à exercer du **pouvoir** sur les clientèles concernées. Généralement, d'autres relations de **pouvoir** expliquent cette carence. Les ordres reçus des acteurs en position de commandement ne sont pas suffisamment clairs, ou sont contradictoires, ce qui peut résulter des compromis qui auront été faits par les acteurs opposés les uns aux autres à l'étape de la formulation ou de l'adoption des politiques. Du côté des clientèles visées, des expériences préalables du **pouvoir** administratif ont pu les rendre suspicieuses à l'égard de la politique qu'on cherche à leur

Vincent Lémieux, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*, Québec, Presses Universitaires de Laval, 1990, p. 4